



LUTTES
SOLIDARITES
TRAVAIL



P705187



PB-PP B-01297
BELGIE(N)-BELGIQUE

BUREAU
DE
DEPÔT :
5000
NAMUR

ED- RESP. : ANDREE DEFAUX, RUE PEPIN, 64, 5000 NAMUR. PRIX : 1€. MENSUEL. N°393 Juin 2022



Photo de LST prises lors de notre journée de travail « déshumanisation »

Sommaire

- P.2 **ANDENNE – CASSEE DE PARTOUT**
Mésaventures et frais inattendus :
une militante raconte
- P.3 **NAMUR – LA CARACOLE**
Lieu de vie communautaire, de formation à
l'action collective, la justice sociale
- P.4 **FEDERATION – UN FAMEUX
TEMPS DE TRAVAIL**
Un travail citoyen essentiel
- P.5 **FEDERATION- MON FILS CE
DEMON**
Une pièce de théâtre qui nous touche
- P.6 **FEDERATION – NOS DROITS**
Consommation insuffisante = logement
inoccupé ?
- P.7 **NAMUR - HORS CADRE**
Des fenêtres pour parler du logement vide
- P.8 **FEDERATION - CA SE PASSE
PETITES NOUVELLES -**
Ici et là ça bouge !

Editorial

SE NOURRIR ENSEMBLE

Sans en avoir eu l'intention formelle, ce n°393 du mois de juin, de La Main dans La Main, donne une image assez représentative de ce qui fait la vie du mouvement LST. La base du mouvement, c'est un enracinement dans les luttes quotidiennes portées par les plus pauvres pour vivre, et souvent survivre. Partir de nos réalités de vie, celles de nos enfants, et les questionner ensemble pour comprendre le monde et notre place dans ce monde. Nos démarches portent de nombreux lieux et temps de réflexions collectives, parfois avec d'autres mouvements qui rassemblent aussi des personnes et des familles très opprimées. On y trouve des lieux et des temps, de créativité avec des adultes, pour rendre publics nos constats et nos interpellations concernant les inégalités et dénoncer l'oppression des populations les plus fragilisées. Sans oublier les bibliothèques de rue avec les enfants. Mais aussi des lieux et des temps pour être ensemble, vivre ensemble un camp chantier ou encore découvrir un spectacle qui jette un regard sur la vie. Parfois, en organisant la visite d'un lieu remarquable, d'une exposition. Tous ces ingrédients, et d'autres encore à découvrir, constituent une grande part de notre nourriture pour vivre.

Luc Lefèbvre

Que celui ou celle qui sait lire,
lise et partage ce journal avec celui ou celle
qui n'a pas pu apprendre à lire.

CASSÉE DE PARTOUT

MÉSAVENTURES ET FRAIS INATTENDUS : UNE MILITANTE RACONTE

IMMOBILISÉE

Depuis le mois d'octobre 2021 et jusque début avril 2022, je n'ai plus bougé de chez moi. Je ne savais pas me déplacer à cause de mes fractures. Je me suis faite agresser à Bruxelles dans la gare. La police et les agents de Sécurail sont venus tout de suite.

Deux policiers m'ont relevée. Comme je ne tenais pas debout, ils ont appelé l'ambulance et ils ont pris mes coordonnées. Ils ont vu comment ça s'est passé ! Ça s'appelle « le coup du ciseau ». Tu mets un pied en avant et le temps que tu ramènes le second, eux, ils ont mis leur jambe et tu tombes. C'est ainsi qu'ils te volent ton sac. Ils étaient 3. Je suis tombée sur mon sac et ils ne l'ont pas eu. Ils en ont arrêté 2 mais un était mineur.

Aux urgences de l'hôpital, on m'a dit que je n'avais rien. Je suis partie et je ne savais pas marcher. On m'a dit : « C'est une petite fissure, ça va se remettre assez vite ». Ils ont appelé un taxi. J'ai ensuite appelé une connaissance et passé la nuit chez ma fille. L'ambulance à Bruxelles m'a coûté 65 euros.

Le lendemain, j'ai repris le train avec un ami pour rentrer comme j'ai pu. Le contrôleur l'a fait attendre et m'a aidée à monter dedans. Il m'a fait asseoir en 1ère classe jusqu'à Andenne et étendre ma jambe. Pendant le trajet, il venait voir si tout allait bien. Il n'y a pas beaucoup de contrôleurs qui feraient cela. J'ai téléphoné à ma sœur qui est venue avec un déambulateur à la gare me rechercher. Je suis rentrée chez moi et je suis restée 15 jours comme ça.

Alors quand le médecin est venu, il m'a envoyé à Namur à la clinique. J'y suis allée en bus en pleurant. Aux urgences, ils m'ont dit que c'était une fracture du bassin. Là, ils ont pu voir ce que j'avais car l'hématome était résorbé. J'ai dû rester allongée. J'en ai marre de me casser toujours quelque chose ! J'ai commencé à aller un peu mieux, je marchais avec des béquilles. J'ai voulu

nettoyer et j'ai glissé. Ma cheville est partie de travers et mon genou aussi. J'étais assise dessus. Ça a gonflé tout de suite.



Ma voisine est venue m'aider et a téléphoné à son mari qui est infirmier. Elle voulait que je parte à l'hôpital mais je n'ai pas voulu. Je suis restée du dimanche au lundi ainsi et le docteur est venu... impossible de bouger.

DES FRAIS INATTENDUS

Le médecin ne m'a même pas visitée et a appelé une ambulance pour me conduire à l'hôpital. Ça m'a coûté 65 euros de nouveau. Ils m'ont dit que c'était une grosse entorse (genou et cheville). Alors, ils m'ont mis une attelle.

Le soir pour revenir chez moi, je suis rentrée avec une ambulance médicalisée et là, c'est 185 euros. Les frais médicaux ça coûte cher ! Et je ne sais pas si je vais être remboursée de quoi que ce soit !

J'ai toujours mon genou de travers. Le 5 mai, je vais passer un scanner et si ce n'est pas refait, on recasse le genou et on met un plâtre et c'est reparti.

Pour mon agression, je n'ai pas pu aller au bureau de police pour mes papiers.

Quand j'ai pu y aller, c'était alors considéré comme une simple chute. Donc, l'assurance n'a pas fonctionné. Tout est à mes frais. La facture de l'hôpital à Bruxelles, c'est environ 200 euros et donc, je n'ai pas droit à l'aide aux victimes. Ils n'ont pas su prendre mon sac et mes papiers sinon j'aurais eu des frais pour tout refaire.

En plus de mes médicaments, j'avais des antidouleurs qui ne faisaient rien. Même avec ça, la douleur était là. J'avais aussi le médecin qui revenait plusieurs fois et pour suivre régulièrement mon état parce qu'elle avait peur. J'avais aussi des séances de kiné... et donc, des frais en plus.

DÉPENDRE D'AUTRES

J'avais demandé une aide familiale pour faire le ménage. Et au moment où je ne savais pas bouger, j'avais demandé pour faire le repas. Mais je ne l'ai pas eue ! Elle venait soit trop tôt ou trop tard pour le préparer. Et maintenant que ça va mieux, elle vient à l'heure du repas... Pour l'instant, j'ai une aide familiale deux fois par semaine pour le ménage. Mais je n'aime pas me faire aider par quelqu'un.

Pendant tout un temps, je ne pouvais pas aller dans mon lit à l'étage, je devais rester dans mon divan sans bouger. Mon voisin était là heureusement. Il m'a soignée. Il est infirmier. Je me sentais honteuse de devoir demander à des gens de venir à la maison. Je ne voulais pas que ma sœur vienne me laver. J'étais encore plus honteuse avec ma sœur qu'avec mon voisin infirmier.

Toutes ces démarches prennent du temps. On téléphone et on doit patienter... Je suis restée 25 minutes au téléphone et donc, la facture ça monte... Ils n'y pensent pas. Et finalement, telle ou telle demande que vous avez faite, est acceptée quand on n'en a plus besoin.

Je remonte la pente ! On souffre !

Une militante

Namur

LA CARACOLE

UN LIEU DE VIE COMMUNAUTAIRE A NAMUR,
UNE FORMATION A L'ACTION COLLECTIVE, LA SOLIDARITE ET LA JUSTICE SOCIALE

LA CARACOLE, C'EST...

A la Caracole, des personnes et des familles approfondissent leur engagement de lutte contre la pauvreté. La vie y est inspirée par une charte¹ fondatrice où résonnent des valeurs telles que le vivre ensemble, la coopération et le partage des revenus... à l'encontre d'une société basée sur l'individualisme, la surconsommation et les inégalités. Cette même charte que nous avons dans notre mouvement L.S.T.

Cette dynamique communautaire est liée à des lieux de résistance à l'oppression. Dès lors, chacun-e s'engage selon ses possibilités dans l'un ou l'autre lieu d'action dont LST, reprenant ce défi : ensemble permettre l'expression de la lutte quotidienne des plus pauvres, développer des lieux de résistance et agir sur les causes des inégalités et injustices sociales.²

Ce qui motive les habitant-e-s, c'est de se former et s'interpeler mutuellement. Chacun-e, par ses questionnements et analyses, partage ses savoirs et permet aux autres d'avancer.

Le potager, le petit élevage et l'entretien des lieux, constituent également des moyens pour l'apprentissage du collectif. Ici, pas de parcelle bien délimitée par personne. Chacun-e contribue au mieux à l'ensemble des travaux concrets pour lesquels la responsabilité est collective. A certains moments, des personnes proches du mouvement rejoignent les habitant-e-s de la Caracole pour des travaux de plus grande ampleur.

Un autre fondement de cette maison communautaire : le patrimoine est socialisé. La Caracole est un des projets de l'asbl 'Temps pour la Recherche d'Outils Conviviaux'



(TROC)³, propriétaire du lieu. L'outil convivial est un terme inspiré de la pensée d'Ivan Illich, pour qui les moyens développés devraient être accessibles et maîtrisables par tous. Les habitants successifs ainsi que d'autres membres ou sympathisants de TROC, financent ce bien commun dans une démarche consciente de redistribution.

La Caracole permet à toute personne intéressée de vivre ces valeurs de façon incarnée et concrète. Certaines ont fondé le projet en 1985, d'autres l'ont rejoint et sont également devenues garantes de celui-ci. D'autres encore sont de passage, pour quelques mois ou quelques années.

DES TEMPS FORTS ET CE 31 JUILLET 2022...

C'est un lieu de rencontre, de partage. Dans notre « la main dans la main », nous relatons des temps forts qui se passent à la Caracole : le camp chantier pendant les vacances scolaires en est un exemple. Un participant résumait son passage par ces mots : « *Quelle aventure humaine ! Quel défi collectif, que d'histoires*

personnelles et familiales qui se croisent et chacun retiendra un peu de la réalisation commune, et chacun a laissé ici un petit peu de lui pour nourrir des souvenirs, des photos, des questionnements et des promesses. »

Découvrir ou se remémorer. Cette année, ce sera une collaboration avec une association française « le cinéma voyageur » en tournée en Belgique.



<https://www.cinema-voyageur.org/>

Nous associerons la projection de divers films et documentaires à la possibilité de rencontres et découverte du lieu pour ceux et celles qui seraient intéressé(e)s de découvrir le projet. Et pour ceux qui le connaissent déjà, des opportunités de se remémorer le cheminement ensemble depuis toutes ces années. Rendez-vous le 31 juillet à la Caracole.

La Caracole-TROC
Chemin de la Caracole, 44 5000 Namur
081/221743

¹https://www.mouvement-lst.org/troc_caracole.html. La charte est consultable aussi à LST.

² Pour en savoir plus sur l'histoire de LST et de la Caracole, lire l'article [Faire le poirier pour voir le monde d'en-bas](#) (Article 11, mai 2014).

³ TROC, soutenir, susciter des groupes militant pour toute forme de promotion collective, sociale, culturelle ou professionnelle des populations les plus pauvres.

UN FAMEUX TEMPS DE TRAVAIL

UN FAMEUX TRAVAIL QUI PREND DU TEMPS

Rappelons-nous que nos différents temps de rencontres sont des temps de travail collectif ! Se rassembler, partager et créer du savoir commun, pour le bien commun, c'est du travail. C'est **un travail citoyen essentiel**.

Nous étions une soixantaine de personnes ce 19 avril 2022. Nous étions invités par LST, ATD quart-monde, l'Adas, le front des SDF, le CMGV à nous rassembler pour une journée de partages et de travail sur notre cahier de revendications.

Nous en avons déjà parlé dans les journaux précédents, nous sommes en route depuis la dernière journée mondiale du refus de la misère, en 2021. **En route dans l'écriture d'un « cahier de revendications »**. Nous restons mobilisé.e.s avec nos ami.e.s des autres associations, et d'autres, pour avancer autour de ce texte, mais aussi d'une vidéo.

Notre travail commence par le partage d'expériences. Des partages qui permettront, nous l'espérons, d'ouvrir les yeux de ceux qui jamais ne vivent ou ne vivront au quotidien des

situations de pauvreté ou de misère (et qui doivent prendre des décisions). Quand nous parlons de revendications, nous réaffirmons ce qu'à LST, ensemble, nous disons depuis tant d'années. C'est aussi une invitation à ne pas baisser les bras dans ce combat titanesque qu'est la (re)-conquête de nos droits et d'une place juste, de citoyenneté.

Il est important de se souvenir que cette initiative revendicatrice est née du constat qu'aucune réponse admissible n'a été donnée aux grévistes de la faim dans les églises et les campus durant l'été 2021. Leur combat est aussi le nôtre ; celui d'une lutte contre la déshumanisation de notre société. **Comment se sentir « Humain », si l'on est considéré comme moins que rien.**

Nombre de situations que nous vivons avec l'arrivée des Ukrainien.n.e.s renforcent certaines tensions dans nos familles, nos à priori,... faisons plutôt ressortir des arguments à notre combat dans ce que l'on constate dans la crise guerrière en Ukraine.

Si pour certaines personnes, l'ouverture de certains droits est possible, alors cela devrait être possible pour nous également.

Créons un rapport de forces suffisant. Démontrons ensemble la déshumanisation que nous vivons au travers du statut de cohabitant et des contrôles intrusifs qui y sont liés. Démontrons que nos vies de familles, nous en avons assez que tout le monde s'en mêle ; qu'un placement d'enfant n'a jamais réglé un problème financier. Démontrons qu'être désigné d'emblée coupable, bon à rien, profiteur est un bon moyen pour nous empêcher d'activer des leviers de changements dans les crises que nous vivons. Affirmons que le tout à la technologie, à la numérisation, robotisation, ne servira que certaines personnes qui déjà ont des bases et des acquis. Que cela ne fait qu'évacuer nos emplois, nos droits, ... plus de relations humaines, parfois les seules dans nos vies.

Nous devons nous battre pour plus de droits et d'acquis sociaux, mais nous devons bien constater qu'actuellement nous devons nous battre collectivement pour ne pas voir disparaître ceux gagnés historiquement.

DIRE, APPRENDRE, ÉCHANGER, REVENDIQUER

Photo de LST prises lors de notre journée de travail « déshumanisation »



Patrick : « Une journée de partage exceptionnelle. On a développé pas mal de choses et la plupart des gens ont pu s'exprimer selon leur esprit et leur cœur. On a discuté sur le lien parents-enfants, sur les lois à respecter. Pouvons-nous maintenir un lien parents-enfants si on a qu'une heure de visite ! Le lien parental est important...J'ai trouvé le travail très enrichissant et quand on avait les échos des autres, tout concordait. »

Sandra : « J'étais dans le groupe des étiquettes. Souvent, les étiquettes nous viennent des autres. On les a dès la naissance et toute notre vie. On a aussi dit qu'on avait des étiquettes quand on habitait un domaine, une cité... Les étiquettes nous donnent une force qui nous forge une armure. Toute l'importance de se rassembler en groupe et aussi de travailler comme ce 19 avril et avoir droit à la parole. »

Roland : « Très, très bien, d'apprendre des choses, entendre des témoignages très forts. C'est à refaire, j'aurais voulu rester plus longtemps. J'ai pu rencontrer des gens que je ne connaissais pas. »

Fabienne : « C'était chouette, un chouette moment. Les débats ont été très riches et ce qui a été mis en commun aussi. Les démarches administratives, c'est toujours par internet. On a toujours besoin d'un PC mais on n'a pas toujours les moyens d'en acheter un ou de payer l'abonnement internet. Mais on a besoin d'un contact humain. La machine, elle ne sait pas me répondre. On se sent perdu, dépourvu. »

Fédération

MON FILS CE DÉMON

DES MILITANTS DE LST ANDENNE ET NAMUR SONT ALLES DECOUVRIR UNE PIÈCE DE THEATRE



Permanence de ce lundi 9 mai

Depuis la pandémie, nous faisons des permanences dans différents quartiers. Nous étions, ce lundi 9 mai 2022, à Jambes. Nous avons été invité par la troupe « la Compagnie des Nouveaux Disparus » à voir la pièce « mon fils ce démon »⁴. La pièce parle de la radicalisation, racontée par les parents.

RESUME DE LA PIÈCE

« L'histoire de deux parents, séparés depuis vingt ans, après la naissance de leur fils. Seloua, la mère, est restée au Maroc, Saïd, le père, vit en Belgique. La tragédie que vivent ces parents, et leur incompréhension après que leur enfant s'est donné la mort dans un attentat suicide, blessant et emportant plusieurs victimes avec lui. Du jour au lendemain, leur vie s'effondre. L'innommable a été commis par la chair de leur chair, comment accepter la déshumanisation de leur fils ? La tragédie abordée dans *Mon fils ce démon* déconstruit le parcours de Seloua et Saïd, deux êtres humains, et deux parents, accusés d'avoir élevé un monstre. »

Nous suivons les parents dans leur incompréhension, depuis leurs retrouvailles plutôt froides au procès et enfin, leur reconstruction. Cette pièce montre la douleur de parents qui perdent leur enfant, l'incompréhension d'un acte si violent de la part de leur enfant. Elle pose aussi la question « c'est quoi être un bon parent ? ».

NOS IMPRESSIONS

Après la pièce riche en émotions, nous échangeons avec les comédiens, sur la

parentalité et la douleur de ne plus voir ces enfants.

Une militante : Je me revois dans la pièce : la séparation, le lavage de cerveau, la manipulation.

Andrée : Y'a pas d'école pour apprendre à aimer, mais il y a des écoles pour apprendre à tuer.

Myriam : Très émouvant, d'abord je croyais qu'ils étaient sur un quai de gare et qu'ils allaient divorcer. En fin de compte, la pièce expliquait la radicalisation et tous les problèmes que cela engendrait. Après nous avons pu discuter avec les acteurs et j'avais encore plein de questions. La pièce élargit la question à l'embrigadement de tous types de personnes en situation de faiblesse.

Francine : Chouette pièce sur des parents avec un fils qui a un lavage de cerveau.

Fabian : J'ai trouvé que le décor était à la fois limité mais pouvant faire imaginer plusieurs choses, plusieurs endroits à la fois. Ça peut être une gare... mais c'était dans un commissariat.

La diva (la chanteuse) était à la fois belle et bonne point de vue de la voix. Il y avait différentes langues : marocain, français, espagnol.

Le spectacle se faisait à la fois dans un endroit limité (sous chapiteau) mais aussi proche de la cité sociale où l'histoire aurait pu avoir lieu. Au départ, on croit que c'est plus « cirque » parce que c'est sous chapiteau.



Les militants de LST Andenne et l'équipe de la pièce

C'était bien joué. Il faut le temps de se mettre dans l'ambiance parce qu'au départ, ils sont chacun de leur côté (les parents). Ils font comprendre que la séparation aurait peut-être entraîné le drame.

Nicole : je trouve qu'ils auraient dû expliquer la pièce au départ. C'était un peu dur.

Il n'y avait presque rien comme décor. On ne savait pas que ça se passait dans un commissariat. Il n'y avait pas assez d'objets, de décor.

Les parents ne comprenaient pas pourquoi il est devenu comme ça. Ils disaient : « On ne connaissait pas notre enfant », « Il a tué des personnes ; il s'est tué. »

Ils racontent leur vie ; comment s'est passé l'histoire.

C'était comme un triangle... Le monsieur qui a écrit l'histoire a parlé de combien de temps il lui a fallu.

Je ne comprenais pas pourquoi la chanteuse était là.

Je croyais que c'était un cirque au départ.

Paul : ils s'exprimaient très bien. Ils avaient une façon de parler incroyable.

On pense toujours aux familles des victimes mais pas aux familles des kamikazes.

J'ai été très absorbé par la pièce.

Fabienne : ils ont vraiment bien joué. C'était vraiment très poignant. Ils se mettaient dans leur bulle par moment même par leur façon de jouer. Ils ont été très ouverts après le spectacle. Ils nous ont expliqué la raison pour laquelle ils avaient fait la pièce.

Laetitia : le sujet n'était pas simple. Il était assez poignant, difficile à aborder. Avoir le point de vue des parents, c'est différent de l'histoire, de la version qu'on a. Le jeu des personnes était tellement bien que le manque de décor ne m'a pas gênée.

Des militants

⁴ <https://www.lesnouveauxdisparus.be/?p=7444>

CONSOMMATION INSUFFISANTE = LOGEMENT INOCCUPÉ ?

*LA RÉGION WALLONNE VEUT ACCENTUER SA LUTTE
CONTRE LES LOGEMENTS INOCCUPÉS.*

Mais demain cela pourrait servir à lutter contre ce qu'on appelle la fraude sociale.

Une nouvelle réglementation entrera en vigueur le 1er septembre 2022, qui détermine des quantités minimales de consommation d'eau et d'électricité sur une année, en deçà desquelles le logement concerné est présumé inoccupé.

Cette nouvelle réglementation définit les minimums suivants :

- 15 m³ d'eau / an,
- 100 kWh d'électricité / an.

Chaque année, les gestionnaires de réseaux de distribution et les exploitants du service public de distribution d'eau publique communiquent à chaque commune la liste des logements qui n'atteignent pas ces minimums.

Ce nouvel outil doit aider à identifier les logements inoccupés, pour imposer une sanction financière à leurs propriétaires et promouvoir, par ce mécanisme de sanction, la remise des logements sur le marché locatif.

Evidemment, cette réglementation qui concerne la lutte contre les propriétaires de logements inoccupés, pourrait bien donner des idées aux organismes de sécurité sociale (CPAS, ONEm, etc.) pour prétendre que le logement, dans lequel une personne déclare habiter seule, est en réalité inoccupé..., ce qui serait un indice que cette personne vit en réalité ailleurs...

A l'heure actuelle, les informations de ORES et la SWDE sur la consommation des logements ne sont pas communicables aux CPAS ou à l'ONEm, mais demain il pourrait en être autrement si la loi venait à l'instaurer.

On sait combien les personnes qui disposent de faibles revenus essaient de maîtriser leur consommation d'eau ou d'électricité. Présumer qu'une faible consommation est l'incidence d'une absence de résidence reviendrait à sanctionner ces personnes.

En Wallonie, on considère que la consommation d'eau pour les besoins domestiques s'élève à 93 litres /an/personne, soit en moyenne 34 m³ pour un célibataire, 68 m³ pour un couple, 104 m³ pour une famille-type de 3 personnes (source : site de Engie).

Pour l'électricité, Engie distingue le petit consommateur dans un studio ou un kot (environ 600 kWh / an), la personne seule dans son logement ou appartement (1200 kWh / an), et le consommateur moyen (un ménage avec enfants) qui consomme 3500 kWh par an.

Bien sûr ces moyennes cachent des réalités très différentes, en fonction de la taille du logement, de la qualité de son isolation, du type d'appareils

électriques (surtout le chauffage électrique), etc.

Les choses se compliquent lorsque le contrat de bail prévoit un loyer toutes charges comprises, ou lorsqu'il n'existe pas de compteurs d'eau ou d'électricité par unité de logement.

Dans ces cas fort courants, il est difficile d'individualiser les consommations par logement.

Paradoxalement, ces situations, qui pourtant fragilisent la situation des locataires qui ont du mal à voir clair dans leurs consommations réelles, pourraient leur devenir favorables dans le sens où ces locataires en viendraient à avoir intérêt qu'« on » ne puisse pas aisément identifier leurs consommations personnelles... à l'appui d'une suspicion de fraude.

Ce type de réglementation risque d'accroître les logiques de contrôle et de chasse aux sorcières, en passant sous silence les réalités quotidiennes de celles et ceux qui essaient de maîtriser leurs dépenses d'énergie.

Philippe Versailles



Photo de Dominique J de LST en 2022

Hors cadre
Namur

DES FENÊTRES POUR PARLER DU LOGEMENT VIDE

NOTRE VITRINE DU MOIS DE MAI A EU POUR THÉMATIQUE LE LOGEMENT INOCCUPÉ.

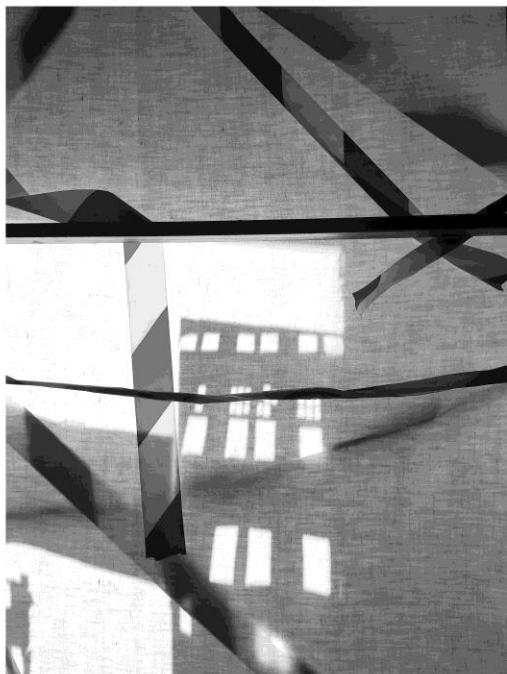
« RÉNOVER DES LOGEMENTS, C'EST BIEN QU'ILS SOIENT ACCESSIBLES ET DÉCENTS, C'EST INDISPENSABLE »

« NE PAS AVOIR DE LOGEMENT MET EN PÉRIL LA FAMILLE, LA SANTÉ, LES REVENUS »

« C'EST VIOLENT DE VOIR AUTANT DE LOGEMENTS VIDES ALORS QU'IL Y A TANT D'AMIS SANS LOGEMENT OU MAL LOGÉS »

SUR LES PHOTOS, DES FENÊTRES DES BÂTIMENTS ABANDONNÉS ONT AINSI ÉTÉ ÉVIDÉES POUR SYMBOLISER LES LOGEMENTS INOCCUPÉS.

VOICI QUELQUES IMAGES DE CETTE VITRINE.



Ça se passe

BIENVENUE

Ce 26 avril 2022, nous ouvrons les portes de LST à un groupe d'une vingtaine d'étudiants de l'école HEPN pour témoigner de nos combats, nos luttes.

Pour ce faire nous avons présenté l'histoire de LST et les personnes qui s'y rassemblent librement. Pour entamer un échange et un débat, nous avons visionné deux vidéos (que vous pouvez retrouver sur la chaîne YouTube de LST) dans lesquelles des militants de LST prennent la parole.

Ce fût un échange enrichissant autour de partages d'expériences de part et d'autre. Nous leur avons présenté nos analyses des mécanismes qui produisent et enferment de nombreuses personnes et familles dans la pauvreté ou la misère. <https://www.youtube.com/watch?v=CILScpvcQfl>



FAUT QU'ON LE DISE

Il y a quelques semaines, « la Caracole » rencontrait- à nouveau- les jeunes de la maison des jeunes de St Servais. En effet, ce n'est pas la première fois que nous partageons avec eux. Ils sont venus ces dernières années dans le cadre d'activités avec le musée du capitalisme. Les jeunes ont pris la parole pendant cette période de crise sanitaire et ont pu ainsi s'exprimer par rapport aux décisions prises en leur nom. Durant une semaine, ils rencontraient des personnes, associations militantes ayant déjà eu des paroles fortes, de revendications, pour les aider dans cette phase d'interpellation. La vidéo de leurs témoignage est visible sur <https://www.facebook.com/mj.stservais>

Petites nouvelles

L'ECOLE

Mavrick nous annonce sa réussite. Une année de cours par correspondance pour pouvoir suivre la formation qu'il souhaite depuis longtemps. Pensées à tous ceux qui sont à l'école, qui suivent des formations.

DECES

Le 30 avril 2022, nous avons appris le décès de Josiane Lacourt la maman de Pascaline Elias qui a participé au groupe des jeunes de LST. Nous sommes de tout cœur avec elle en ces moments difficiles.

« LA MAIN DANS LA MAIN » LE QUART MONDE EN MOUVEMENT

Ont participé à ce numéro
Andrée, Annette, Cécile, Fabian, Fabienne, Francine,
Paul, Laeicia, Luc, Marion, Martin, Myriam, Nicole,
Patricia, Philippe, Sandra, Sébastien.

NOS ADRESSES DE CONTACT

A ANDENNE :

L.S.T Andenne asbl - Tél. : 085/ 84 48 22
Rue d'Horseilles, 26 – 5300 Andenne
andenne@mouvement-lst.org
Cpte : IBAN : BE96 3500 2327 8305

EN CONDROZ-FAMENNE-ARDENNES :

L.S.T Condroz-Famenne-Ardenne asbl
Tél. : 0486/33 36 17
Doyon, 13 – 5370 Flostoy
ciney-marche@mouvement-lst.org
Cpte : IBAN : BE71 7925 8843 2869

PROVINCE DU HAINAUT :

LST Hainaut
Tél : - 0486/33 43 59
hainaut@mouvement-lst.org
Cpte : IBAN : BE67 0013 3858 9387
Sur Tubize
C. Goethals - Tél. : 067/64 89 65
tubize@mouvement-lst.org

A NAMUR :

L.S.T asbl- Tél. : 081/22 15 12
Rue Pépin, 27 – 5000 Namur
namur@mouvement-lst.org
Cpte : IBAN : BE12 0011 2378 3392

POUR PLUS D'INFORMATIONS

RETROUVEZ-NOUS SUR :
WWW.MOUVEMENT-LST.ORG
federation@mouvement-lst.org



ABONNEMENTS

Abonnement de soutien fixé à 15 euros/an
Cpte : IBAN BE 670013 3858 9387
De la Fédération Luttes Solidarités Travail asbl
27 rue Pépin – 5000 Namur

DONS

Tous les dons de plus de 40 euros sont déductibles des impôts. Montant à verser sur le compte IBAN BE 23 2500 08303891. BIC : GEBABEBB. De Caritas Secours Francophone (Délégation de Namur- Luxembourg), avec comme mention : Projet n° 05/65 (LST) ou projet n° 178 communication 732501 (LST Andenne).

AVEC LE SOUTIEN

De la Fédération Wallonie Bruxelles (Ministère de la Culture et des Affaires Sociales) et de la Région wallonne (Direction générale de l'économie et de l'emploi).



IMPRIMERIE

Notre journal est imprimé par Nuance 4
Rue des Gerboises 5, 5100 Namur

Chers lecteurs, n'hésitez pas à nous contacter. Nous attendons vos remarques, vos articles, un petit coup de fil... Bonne lecture !

LMDLM@MOUVEMENT-LST.ORG